

Union européenne - Iran - Corée du Nord - Propos à la presse de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères à l'issue du conseil affaires étrangères
(Luxembourg, 16 octobre 2017)

Comme je l'avais pressenti en arrivant, l'essentiel des sujets de ce conseil des ministres des affaires étrangères était centré sur les questions liées à la prolifération. La prolifération est un enjeu crucial, un enjeu vital, une menace existentielle pour la sécurité et la paix dans le monde. Il y a un risque, si l'accord avec l'Iran n'est pas respecté, d'une relance de la course à l'armement nucléaire. Il était donc très important que nous puissions être unanimes sur ces questions, ce qui a été le cas.

Il y a eu une unité de vues sur l'accord de Vienne et sur la nécessité de le maintenir. Une déclaration a été adoptée à cet effet car même si nous considérons que la menace balistique ou les comportements iraniens dans la grande région du Moyen-Orient sont dangereux, nous considérons qu'il faut séparer la question nucléaire, la question de la prolifération de l'ensemble des autres questions. Et donc respecter intégralement l'accord de Vienne. Nous avons souhaité que le Congrès américain puisse aussi le respecter et que l'Iran bien évidemment le fasse.

Il y a eu une unité de vues aussi sur les mesures prises à l'encontre de la Corée du Nord - même sujet de prolifération - et une grande fermeté avec la transposition de la dernière résolution visant au renforcement des sanctions prises par le conseil de sécurité, la résolution 2375, et également avec des sanctions européennes supplémentaires décidées au cours de ce conseil pour ramener la Corée du Nord à la table des négociations. Nous avons aussi fait valoir notre solidarité à l'égard de la Corée du Sud et du Japon dans cette période de grandes tensions. L'essentiel c'est l'unité et l'unité contre toute forme de prolifération.

Q - Concrètement, par rapport à l'Iran, comment l'Europe veut-elle agir ?

R - Pour l'instant, il n'y a pas de renoncement, d'aucune partie, à l'accord. La seule mesure qui a été prise est le renoncement, par le président Trump, à certifier le respect par l'Iran de l'accord. Nous en sommes-là. Et nous souhaitons vivement que cet accord soit intégralement respecté car nous aurons d'autant plus de force, d'une part, à interpeller l'Iran à la fois sur son comportement régional et sur sa volonté d'acquisition balistique, que nous aurons respecté l'accord, et nous aurons, d'autre part, d'autant plus de force à inciter fortement la Corée du Nord à venir à la table des négociations que cet accord-là, en Iran, sera respecté. La prolifération ne se divise pas.

(...)

Q - Est-ce possible que l'Europe, dans les prochains mois, prenne des mesures sur la balistique ?

R - Le sujet principal d'aujourd'hui, c'était l'unité de nos positions concernant l'accord de Vienne. La France a dit qu'elle était désireuse de parler du reste. Nous nous adresserons à l'Iran pour parler du reste et à l'ensemble des acteurs mais ce n'est pas la question qui a été abordée ce matin./.